



MANIF DU 9 NOVEMBRE

Nouvelle condamnation de la répression policière

L'Observatoire genevois des pratiques policières (OPP) dénonce la répression exercée vendredi par la police lors de la manifestation commémorant les événements du 9 novembre 1932 (nos éditions des 10 et 13 novembre). Fouilles, contrôles d'identité, photographies des manifestants font partie des griefs.

Les contrôles d'identité ont eu lieu en lien avec la manifestation autorisée vendredi mais aussi quelques jours plus tôt «dans le but d'intimider la population», a indiqué hier l'OPP. En outre, la police a pris de nombreuses photos de personnes. Celles qui ont refusé de se faire photographier ont été

arrêtées et ont passé la durée de la manifestation dans un fourgon antiémeute, selon l'OPP.

L'observatoire dénonce ces pratiques sécuritaires et d'intimidation qui font planer «un vent de fascisme sécuritaire.» Selon lui, une dizaine de policiers en civil ont infiltré le défilé.

De son côté, la police n'a pas connaissance d'arrestations à la suite de refus d'être photographié, a fait savoir son porte-parole Jean-Philippe Brandt. Pour le reste, elle rappelle que les contrôles préventifs, la prise de photos et la saisie de matériel, en l'occurrence des cagoules et du spray au poivre, sont autorisés par la loi sur les manifestations. ATS